L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 14 JUILLET 1851.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE,
No 56, rue de Chartres.

OFFICIEL de l'Etat, du Conseil ... de la Cour de la Première ... et de la Commission ...

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 14 JUILLET.

SITUATION FINANCIERE
DE LA DETTE MUNICIPALE.

... de parcourir le rapport du commissaire de la dette municipale. C'est un ... intéressante par sa netteté et sa fidélité. ... n'y est pas le moins du monde dissimulé, au contraire, le comité n'a rien ... cacher chose que la triste nature interdit ... cesser au ordre de choses qui ne peut ... la banqueroute.

... 1851, la dette totale de la Cité s'élevait à $1,276,100—33, dont la ... en bons ordinaires par l'Etat, et ... d'une faible valeur ... obligations échus, en remboursés, en billets à ordre, en mandats à ... mandats obtenus contre la municipalité ... diverses pour le paiement ... cette. La somme de la dette ... dans l'ancienne dette de la ville ... contestée.

... travaux ordonnés par la municipalité ... en outre un jugement de $48,072— ... cette cité est forcée de vous abandonner ... que quelques uns même n'ont pas été ... Le reste, ce qui ne nous empêchera ... pas, sera probablement réglé ... janvier prochain, sera probablement de ...

La municipalité aura à faire au mois de ... $99,757—64 de dettes échues. ... prochain, il ne sera entré ... $60,774—51. Il aura donc ... $135,032. Pour combler ce ... on peut se munir d'une taxe de 4 pour cent ... propriétés foncières serait suffisante, ... les propriétaires d'immeubles ne ... et n'auraient d'autre refuge que la ...

... dans son intégralité est donc ... se borner à en servir les intérêts ... ces temps de gêne générale. ... municipale. La législature ... commerce service à une ville si ... de capitaux et si docile. Chaque ... paierait alors, au prorata de ... et de la propriété qu'elle ... serait également bien ... dépenses ordinaires d'une longue traversée et d'un changement de climat.

Dira-t-on que les mêmes causes opèrent ... dans les autres villes du Nord?— ... seul instant de réflexion suffit pour convaincre qu'il n'en est rien, et que l'objection n'est pas sérieuse.

En effet, les traversées d'Europe à New-York et aux autres ports du Nord sont beaucoup moins longues et s'effectuent sous des latitudes beaucoup plus élevées que celles d'Europe à la Nouvelle-Orléans, d'où il suit que les passagers n'ont ni beaucoup moins à craindre en mer, y arrivent dans de bien meilleures conditions hygiéniques.

Ensuite, à New-York, Boston, etc. la température est à peu près la même pendant toute ... du milieu de l'Europe. Il n'y a donc pas, ... comme ici, les dangers d'une subite ... Il y a aussi, à la Nouvelle-Orléans, des causes ... spéciales de mortalité, telles, par exemple, ... pendantes de la salubrité du climat. Je n'en indiquerai d'une en passant: c'est la ... dore de bois ou spiritueux. Notre voisin, ... pour mille, ne consomme que le ... et de ... ainsi que le prouve ... statistique, curieuse et fort instructive ... on pourrait ... le compte à ceux que les ... Appendons simplement ainsi le chiffre ...

Ainsi donc nous, à la Nouvelle-Orléans, ... légitimement s'expliquer sans ... une ... imaginaire. Dès la conviction ... quelque minime ... ... *matière* à la Nouvelle-Orléans et à New-York, ... la mortalité ne sera pas plus considérable ici que ailleurs.

A cela près, je pense comme vous que l'on peut et que l'on doit prendre pour éviter le retour des épidémies, de sages et utiles mesures. Dans cette voie de salutaire prudence, on ne devrait aller trop loin; car il y a encore, et en ... convient, beaucoup à faire pour l'assainissement de la ville. Mon seul but a été de montrer l'exagération manifeste des conclusions de M. Simonds, qui tendent, si on pouvait les ... à faire déserter, à tout considérer la Nouvelle-Orléans comme une ... et pestilentielle.

X.

FRANCE—ASSEMBLEE LEGISLATIVE
Séance du 18 juin.

L'ordre du jour appelle la délibération sur le projet de loi relatif à l'agglomération lyonnaise.

M. Favre (de Savoie) combat le projet de loi, parce qu'il le croit destructeur des libertés et des franchises communales, offensant pour la dignité des populations qu'il concerne; ce n'est pas une loi, c'est une œuvre de parti.

L'honorable membre combat énergiquement le projet. Le pays est agité, dit-on; c'est vrai. Mais pourquoi? c'est que le président de la république n'a pas voulu remplir ce devoir d'honneur et de conscience qui consistait à donner un nouveau lustre aux et à déclarer hautement au pays qu'il quitterait le pouvoir au jour et à l'heure fixés par la loi. Sans-on le régime qui pèse sur la ville de Lyon? On ne veut pas le savoir, car lorsqu'on demande à le revoir à la tribune, la majorité renvoie les interpellations à six mois. On interdit tout sérieux les journaux les plus modérés, mais-nous le *Moniteur*. (Dénégations à droite). On a défendu à Lyon les numéros du *Moniteur* contenant les discours de M. Hugo.

La proposition sur l'agglomération lyonnaise est une réponse à l'élection républicaine de la Seine-Inférieure, comme la loi du 31 mai fut une réponse à l'élection républicaine de Paris lorsqu'elle nomma MM. Vidal et de Flotte.

M. Pelletier parle du régime de terreur qui signala dans le Midi les premières années de la restauration.

Le général Falloux—Cette question sera traitée plus tard, et il vous sera démontré que les deux hommes factieux et rouges qui avaient organisé la terreur, c'est la royauté qui y a porté remède.

M. Pelletier, prenant une brochure—Je répondrai à l'honorable général Falloux en lisant le passage suivant d'un écrit publié par lui: ..."A cette époque,—en 1817,—les hommes qui avaient le pouvoir croyaient que la terreur seule pourrait le maintenir...." (Hilarité à droite).

L'orateur, parlant de l'insurrection dont Lyon fut le théâtre en 1831, dit:

Les ouvriers tisseurs avaient écrit sur leur drapeau: Vivre en travaillant ou mourir en combattant.—(Interruption à droite.) Mais il n'y a que les voleurs et les fainéants qui ne demandent pas à vivre en travaillant!

A droite—Oui, à coups de fusil!

M. Pelletier—Ils ont pris le fusil, c'est un malheur; la faute n'en est pas à eux, mais au gouvernement qui les avait placés dans cette alternative. (Exclamations à droite.—Au milieu des protestations, M. le président demande à l'orateur si on a le droit de tuer pour vivre.)

Arrivant à l'insurrection de 1834, il rappelle qu'elle a eu la foi au nom du principe républicain contre lequel on fut par 70 *mitrailleuses* qui n'avaient comme personne (Mouvement à droite—Hilarité à gauche) contre un gouvernement tellement absurde que ses ministres, qui auraient dû lui conserver la vie, eux surtout qui l'avaient fait sombrer dans l'abîme d'une révolution, le déclarent illégitime en cherchant une fusion. (Approbations à gauche.)

M. Pelletier rappelle à M. Léon Faucher le temps où, dans un banquet à Reims, on portait les auditeurs à entonner la *Marseillaise*, et une partie de ces malheureux auditeurs devait plus tard être jetée en prison pour avoir osé la chanter sous son ministère.

L'orateur appuie l'opinion émise par M. Arnaud (de l'Ariége), et soutient que les soldats, avant d'être les sbires d'un parti, sont les soldats de la France; que deux fois, en 1830 et en 1848, en refusant de tirer sur le peuple, ils se sont conduits en dignes et nobles citoyens. On veut maintenant organiser des gardes municipaux à Lyon, mais de espérances des bonapartistes seront trompées. On croit qu'ils obéiront.....

M. le président—Ils obéiront à la loi!

M. Pelletier—Ils ne seront pas restés 3 mois dans cette ville exécrable qu'ils auront compris, devant la nécessité de.... ! Réclamations et protestations à droite qui nous empêchent de saisir le reste de la phrase. Nous n'entendons que ces mots: l'organisation municipale.

Le gouvernement vous a présenté deux fois une loi qui lui livrait la nomination des maires; deux fois vous l'avez repoussée. Prenez garde qu'à la troisième présentation, qui n'est autre que celle de ce projet, il ne se venge avec avantage de votre double refus. Peu lui importera d'avoir en ses mains la nomination de maires quand ils auront été transformés en subalternes.

Au nom de la logique et du droit, repoussez le projet. Le gouvernement a ses desseins, ce que vous déjouerez pour Lyon, il vous le proposera bientôt pour Marseille, Lille, Rouen, &c. toutes les grandes villes. Vous aurez quatre centres de police, comme vous avez déjà quatre centres militaires; puis, pour obtenir l'unité, on établira un ministère de la police; cela a déjà existé, et cela existera encore en projet à l'Elysée. Prenez garde d'établir un précédent qui deviendrait dangereux dans un avenir prochain que je vous signale,

Il y a dans ce moment, à Lyon, dix mille ouvriers sans travail.

A droite—A qui la faute?

[A cette interruption, une grande quantité de membres de l'extrême gauche se lèvent en criant à la droite: A vous! à vous! —Les représentants de la droite renvoient la même accusation à leurs collègues de la gauche. Ce mouvement dure quelques minutes, et l'on entend se croiser confusément les mots de révision et de désordre.]

M. Pelletier—La faute en est à ceux qui sont allés à Dijon proclamer la nécessité d'une révision qui bouleverse les lois? [Applaudissements à gauche.—Protestations sur les bancs de la droite. — M. le président réclame le silence.]

A gauche—Vous n'avez pas été si sévère à Dijon!

M. le président—Voulez vous que je transporte le règlement hors de cette enceinte?

M. Pelletier—Ce qu'on demande est une loi de défiance; j'espère que vous la repousserez.

L'orateur en quittant la tribune est vivement applaudi par l'extrême gauche.

M. Léon Faucher—Je prends au sérieux, très au sérieux, quelle qu'en soit la forme, l'abominable discours que vous venez d'entendre.

A gauche—A l'ordre! à l'ordre!

La droite répond à cette demande par une triple salve d'applaudissements.

Des membres de l'extrême gauche se lèvent en répétant ironiquement: A l'ordre! à l'ordre! Alors une grande quantité de membres de la droite descendent les gradins et viennent près de la tribune applaudir de plus près M. le ministre de l'intérieur. Diverses interpellations sont échangées au milieu du tumulte entre des membres de la gauche et de la droite. L'émotion est à son comble. M. Faucher est toujours à la tribune.—La séance reste suspendue de fait pendant quelques minutes.

M. L. Faucher—N. Pelletier a attaqué le gouvernement sans mesure, sans retenue, et quand un membre du gouvernement se lève pour le juger, on l'accuse de provoquer la guerre civile. Si le pays et le centre ne peuvent également prouver par des chiffres, comme nous le savons par expérience, il faut bien convenir que, même en fait de statistique, les chiffres de constituent point un critérium infaillible.

Et d'abord, les chiffres de M. Simonds sont-ils d'une rigoureuse exactitude? Il est, je crois, bien permis d'en douter—ses listes comparatives de mortalité sont-elles parfaitement exactes? Est-il sur encore que la population comparative des villes y a été prise de manière à donner constamment des chiffres trop élevés? Ce sont là des questions qui méritent sérieusement d'être examinées.

Quoi qu'il en soit, je pense comme vous que l'on peut et que l'on doit prendre pour éviter le retour des épidémies, de sages et utiles mesures. Dans cette voie de salutaire prudence, on ne devrait aller trop loin; car il y a encore, et en ... convient, beaucoup à faire pour l'assainissement de la ville. Mon seul but a été de montrer l'exagération manifeste des conclusions de M. Simonds, qui tendent, si on pouvait les ... à faire déserter, à tout considérer la Nouvelle-Orléans comme une ... et pestilentielle.

X.

FRANCE—ASSEMBLEE LEGISLATIVE
Séance du 18 juin.

L'ordre du jour appelle la délibération sur le projet de loi relatif à l'agglomération lyonnaise.

M. Favre (de Savoie) combat le projet de loi, parce qu'il le croit destructeur des libertés et des franchises communales, offensant pour la dignité des populations qu'il concerne; ce n'est pas une loi, c'est une œuvre de parti.

L'honorable membre combat énergiquement le projet. Le pays est agité, dit-on; c'est vrai. Mais pourquoi? c'est que le président de la république n'a pas voulu remplir ce devoir d'honneur et de conscience qui consistait à donner un nouveau lustre